Gerald Blaney, Jr (ed.), *Policing Interwar Europe. Continuity, Change and Crisis, 1918-1940* | Cyril Fijnaut (ed.), *The Impact of World War II on Policing in North-West Europe* | Gerard Oram (ed.), *Conflict and Legality. Policing mid-twentieth century Europe*

Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2007, 240 pp. , ISBN 13 978-1-4039-92642. | Leuven, Leuven University Press, 2004, 183 pp., ISBN 90 5867 354 5. | London, Francis Boutle Publishers, 2003, 217 pp. , ISBN 1 903427 20 7.

Emmanuel Blanchard

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/chs/1160>
DOI : 10.4000/chs.1160
ISSN : 1663-4837

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2010
Pagination : 108-112
ISBN : 978-2-600-01425-0
ISSN : 1422-0857

Référence électronique

Emmanuel Blanchard, « Gerald Blaney, Jr (ed.), *Policing Interwar Europe. Continuity, Change and Crisis, 1918-1940* | Cyril Fijnaut (ed.), *The Impact of World War II on Policing in North-West Europe* | Gerard Oram (ed.), *Conflict and Legality. Policing mid-twentieth century Europe* », *Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies* [En ligne], Vol. 14, n°1 | 2010, mis en ligne le 07 juin 2010, consulté le 23 mars 2022. URL : <http://journals.openedition.org/chs/1160> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/chs.1160>

Ce document a été généré automatiquement le 23 mars 2022.

© Droz

Gerald Blaney, Jr (ed.), *Policing Interwar Europe. Continuity, Change and Crisis, 1918-1940* | Cyril Fijnaut (ed.), *The Impact of World War II on Policing in North-West Europe* | Gerard Oram (ed.), *Conflict and Legality. Policing mid-twentieth century Europe*

Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2007, 240 pp. , ISBN 13 978-1-4039-92642. | Leuven, Leuven University Press, 2004, 183 pp., ISBN 90 5867 354 5. | London, Francis Boutle Publishers, 2003, 217 pp. , ISBN 1 903427 20 7.

Emmanuel Blanchard

RÉFÉRENCE

Gerald Blaney, Jr (ed.), *Policing Interwar Europe. Continuity, Change and Crisis, 1918-1940*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2007, 240 pp. , ISBN 13 978-1-4039-92642.

Cyril Fijnaut (ed.), *The Impact of World War II on Policing in North-West Europe*, Leuven, Leuven University Press, 2004, 183 pp. , ISBN 90 5867 354 5.

Gerard Oram (ed.), *Conflict and Legality. Policing mid-twentieth century Europe*, London, Francis Boutle Publishers, 2003, 217 pp. , ISBN 1 903427 20 7.

- 1 Ces trois livres collectifs ont été publiés à la suite de séminaires et colloques qui se sont tenus entre 2002 et 2004 en Allemagne, aux États-Unis, en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas, sous l'égide ou avec la participation des animateurs du réseau « justice

criminelle » de l'ESSHC (European Social Science History Conference). Ces ouvrages ne sont cependant pas issus d'un même projet institutionnel, mais les liens que dessine la cartographie des 25 auteurs rassemblés dans cette collection de 28 articles sont forts.

- 2 Ainsi, la présence de certains auteurs dans plusieurs de ces projets (Jos Smeets a écrit dans chacun des trois volumes et quatre contributeurs ont participé à deux des ouvrages) montre qu'en matière d'histoire des polices, l'internationalisation va de pair avec la création d'une communauté de chercheurs partageant non seulement un même objet mais aussi des problématiques communes (autour des questions de professionnalisation des polices, des liens réciproques avec le pouvoir politique...). Cette proximité des questionnements permet notamment un enrichissement notable des savoirs partagés par l'intégration de nouvelles recherches sur des régions jusqu'alors peu étudiées (par exemple la Bulgarie – D. Dimov –, la Pologne – A. Misiuk –, le Portugal – S. Lloyd Jones et D. Palacios Cerezales – et la Tchécoslovaquie – S. Ronsin – dans le volume dirigé par G. Blaney). Si l'on ajoute que ces problématiques centrales sont renouvelées, pour les pays déjà étudiés, par l'apport de nouvelles thématiques (le rôle des outils de formation et en particulier du film dans l'Allemagne des années 1920 – S. Hall *in* G. Blaney) ou des études localisées (Sienne des années 1920 aux années 1940 par J. Dunnage *in* G. Blaney et *in* G. Oram ; Birmingham, Liverpool et Manchester dans l'entre-deux-guerres par J. Klein *in* G. Blaney), on aura une idée de la richesse de ces ouvrages. Ils participent de « l'ouverture d'un moment historiographique¹ » en histoire des polices, mouvement largement confirmé et amplifié ces dernières années. Ce « moment historiographique » ne touche pas seulement le XX^e siècle mais l'ensemble de la période allant du XVIII^e au XX^e siècle et il s'est étendu à de nouvelles régions (Grèce, Roumanie, Turquie, empires coloniaux...)².
- 3 Au delà du foisonnement de la recherche en histoire des polices et de l'actualité éditoriale qui en découle, ces trois ouvrages participent d'au moins deux autres mouvements de l'historiographie actuelle :
 - 4 – Tout d'abord, la volonté de ne plus appréhender la Seconde Guerre mondiale comme un moment à part, une forme de parenthèse, mais au contraire de la réinscrire dans une temporalité de moyenne durée. C'est ainsi que l'ouvrage dirigé par C. Fijnaut et directement centré sur cette période la déborde largement tant en amont qu'en aval. J.-M. Berlière poursuit ses interrogations sur un hypothétique « modèle républicain » de police en montrant comment il a finalement été au moins aussi ébranlé par le choc de la Libération que par celui de l'Occupation. Benoît Majerus et Xavier Rousseaux présentent une histoire longue du système belge de police (1795-2000) en insistant sur les communautés d'expérience liées aux deux périodes d'occupation allemande pendant les deux guerres mondiales et mettent l'accent sur les continuités des pratiques et des cultures professionnelles³.
 - 5 Même l'ouvrage dirigé par G. Blaney, centré sur la période de l'entre-deux-guerres, offre des fenêtres sur la Seconde Guerre mondiale et montre comment, à l'échelle des individus et des services, les années 1939-1940 ne sont pas forcément marquées par des ruptures fortes (J. Dunnage sur l'Italie). Dans certains pays, les forces de police participèrent cependant à la défense nationale contre les invasions allemandes et soviétiques et furent particulièrement touchées en termes de victimes et de déportés (A. Misiuk au sujet de la Pologne).
 - 6 Par la période choisie (1914-1960), l'ouvrage dirigé par G. Oram est le plus emblématique du décloisonnement des recherches sur la Seconde Guerre mondiale,

même si finalement la plupart des études sont centrées sur une temporalité courte de quelques années. Les exemples de la Seconde République espagnole (G. Blaney) ou de la République de Weimar (C. Jahr) montrent cependant que les forces de police furent dès l'entre-deux-guerres confrontées aux dilemmes des conflits de loyauté politique et de la traque d'opposants politiques dont il était difficile de savoir s'ils ne seraient pas bientôt les nouveaux maîtres du jeu. Dans le cas allemand, N. Rossol met au jour comment même les policiers ordinaires furent impliqués dans les persécutions antisémites et comment, à leur niveau, il ne s'agissait pas forcément d'une rupture forte avec les années précédentes. La police allemande fut en effet « un agent de la politique antisémite même avant 1933 » (C. Jahr in G. Oram, p. 65). Cette antisémitisme s'exprimait haut et fort par la voix de certains officiers de haut rang mais était surtout tel, « au niveau de la rue », que, pour se protéger, les Juifs de certaines villes formèrent des groupes de défense, poursuivis par les mêmes policiers qui fermaient les yeux sur les agressions antisémites. C. Jahr conclut cependant cet article en rappelant qu'en ce domaine comme en d'autres, la police était simplement un « miroir de la société » – affirmation courante sur laquelle nous reviendrons. Ces contributions sur l'Allemagne de Weimar et sur l'Allemagne nazie sont à mettre en rapport avec celles de H. Reinke sur la reconstruction de la police allemande après 1945, particulièrement dans les zones américaine et britannique. Les tentatives de dénazification et de démilitarisation, déjà peu abouties au sortir de la guerre, furent remises en cause au début des années 1950, quand face aux nécessités de la lutte anticomuniste « furent réemployés d'anciens officiers de la Gestapo et des détenteurs de positions-clés dans l'appareil de sécurité du régime nazi » (in C. Fijnaut, p. 149). Du point de vue de certains personnels, mais aussi de certaines caractéristiques, telles la militarisation des forces de l'ordre et l'anticommunisme de leurs cadres, des continuités s'observent depuis les années 1920 jusqu'au début des années 1960. « Pour résumer les choses d'une formule, [le fait que] la police prussienne de la République ne fut pas le produit de la révolution de 1918-1919, mais celui de la contre-révolution de 1919⁴ » marqua les forces de l'ordre allemandes pendant plus de quatre décennies.

- 7 – De façon complémentaire avec cette chronologie de moyenne durée intégrant la période de la Seconde Guerre mondiale, ces trois ouvrages inscrivent les temps de crise dans les services et les activités ordinaires de police. Dans sa conclusion de l'ouvrage dirigé par G. Oram, C. Emsley met bien en évidence que, dans cette Europe de « l'âge des extrêmes », il y eut certes des variations selon les époques, les pays ou les régimes politiques. Mais, partout ou presque, les polices profitèrent des radicalisations politiques pour faire avancer des réformes défendues de longue date et appliquer dans la lutte contre le crime et contre les indésirables de moyens et des méthodes (fichage, internement...) dont la disponibilité et l'ampleur sont habituellement contenues par les pouvoirs législatifs et exécutifs. De ce point de vue, « être policier en temps de crise⁵ » constitue moins une nouvelle manière d'appréhender la lutte contre le crime et le maintien de l'ordre qu'une opportunité de le faire avec moins de contraintes. Cela ne signifie pas pour autant qu'en ces moments, les dispositions et les attentes des agents entrent particulièrement en résonance avec le programme et les idéologies politiques défendues au plus haut niveau.
- 8 L'ensemble des contributeurs notent certes que les policiers des pays d'Europe qui basculèrent dans un conservatisme radical, le fascisme ou le nazisme entretenaient des affinités électives avec ces idéologies et les hommes qui les défendaient. La Russie communiste fut d'ailleurs le seul régime à épurer et réformer en profondeur ses polices

afin qu'elles s'adaptent aux nouvelles priorités politiques. L'attention portée aux activités, aux services et aux « hommes ordinaires » permet cependant de nuancer ce tableau : les deux études de J. Dunnage (*in* G. Blaney et *in* G. Oram) sur les policiers du commissariat de Sienne dépeignent des hommes souvent proches politiquement des conservateurs ou des fascistes mais qui, tout en participant à l'appareil répressif mussolinien, ne furent jamais de fervents fascistes. Ils entravèrent même par leur manque d'ardeur au travail, leurs routines professionnelles, leurs insuffisances, voire leur incompétence, l'application des réformes législatives voulues par le *duce*.

- 9 En cette période de l'entre-deux-guerres, dans de nombreux pays, l'ordinaire de la condition de policier devait beaucoup à l'instabilité politique et était en particulier fait de la crainte, ou de l'espoir, de voir les opposants du jour devenir les gouvernants du lendemain. Bien d'autres évolutions interféraient cependant plus encore dans le travail quotidien. Quelques auteurs ont ainsi fait le choix de prendre en compte les technologies ordinaires afin de mettre en évidence comment elles façonnent les rapports socioprofessionnels liés au *policing* : la généralisation de l'usage du téléphone et la multiplication des bornes d'appel à la fin des années 1920 dans des villes comme Liverpool ou Manchester sont ainsi analysées par J. Klein comme ayant fait augmenter les attentes du public vis-à-vis des agents, de plus en plus sollicités pour des vécilles qui auparavant étaient traitées sans intervention de la police (*in* G. Blaney). D'une certaine façon, la facilité d'appel et plus généralement de communication, grâce à des technologies diverses, avec les forces de police est présentée comme figurant parmi les origines d'une nouvelle distance entre le public et les agents : mobile d'un point à un autre, vaquant d'une affaire à l'autre, les *constables* britanniques auraient ainsi abandonné une partie du travail de prévention de la criminalité qui faisait auparavant leur force.
- 10 Cette attention aux innovations technologiques est fondamentale dans le sens où elle permet de pointer des inflexions, voire des ruptures, dans des pratiques professionnelles que l'accent mis sur la longue durée a parfois tendance à lisser. S'il est avéré que les dispositions et les pratiques professionnelles des agents obéissent à une chronologie qui n'est pas celle du temps politique, il n'en est pas moins vrai qu'au fil des décennies, les métiers de police ont évolué. Ainsi, dans la plupart des pays étudiés, le poids de l'expérience militaire des policiers a indiscutablement diminué au cours des décennies : l'exemple de la Tchécoslovaquie des années 1918-1925, étudié par Samuel Ronsin (*in* G. Blaney), montre à nouveau que dans les périodes de (re)construction étatique, les polices sont souvent forgées sur les débris des forces armées qui s'affrontaient dans les années précédentes, quitte à ce qu'au début cohabitent, dans des forces peu professionnalisées, des groupes n'ayant en commun que l'expérience des armes et une haine réciproque.
- 11 Ces conditions de construction des appareils policiers, fondés sur groupe social bien particulier – les militaires et autres hommes en armes –, rendent problématiques d'affirmer, au moins pour les premières décennies des appareils policiers, que ces derniers seraient « un miroir de la société ». Ce véritable *leitmotiv* de bien des études historiques des polices et des policiers nous semble souvent amener à minorer le rôle des forces de l'ordre dans les transitions et les crises politiques. Il peut surtout conduire à considérer qu'« un mouvement de masse populaire ne peut pas être étouffé [suppress] par les seules forces de police » (C. Jahr, *in* G. Oram, p. 73). Les deux articles de G. Blaney sur la Seconde République espagnole (*in* G. Blaney et *in* G. Oram) invitent à

une réponse plus nuancée : ils mettent parfaitement en évidence comment la *Guardia Civil* a apporté son soutien à des coups de force militaires contre la monarchie libérale en 1923, 1932 et 1936. De ce fait notamment, elle était complètement coupée des milieux populaires, surtout les plus politisés dans les orbites anarchistes, socialistes et communistes, qui lui rendaient bien sa haine et ses coups. La « défection massive des personnels de police et de l'armée en juillet 1936 » est ainsi présentée comme l'une des causes majeures de la chute de la République espagnole. Ces incursions dans la vaste historiographie de la Seconde République et de la guerre civile espagnoles permettent d'appréhender comment les forces de l'ordre ne sont pas seulement contraintes de s'adapter aux transitions politiques : avec cet exemple, il est patent qu'elles peuvent également en être des forces motrices. Les périodes de « crise » sont aussi celles où les polices prennent parti de différentes manières – le plus souvent dans la mise en œuvre ou non de leurs techniques ordinaires, mais parfois aussi de façons explicites et publiques – afin d'infléchir le cours politique dans le sens des préférences d'une partie des agents. La Seconde République espagnole n'est à cet égard pas un cas isolé et l'histoire de la chute de la Quatrième République française gagnerait ainsi à mieux prendre en compte la manifestation des policiers devant l'Assemblée nationale le 13 mars 1958 et le renversement des subordinations réciproques entre pouvoirs policiers et pouvoirs politiques induits par la guerre d'Algérie⁶.

- 12 Si bien des problématiques actuelles de l'historiographie des polices européennes sont abordées dans les riches études de cas de ces trois volumes, il en est assurément une à laquelle l'étude des forces de l'ordre à « l'âge des extrêmes » apporte une contribution aussi nuancée que majeure : dans quelle mesure, en certaines situations, les forces de police acquièrent-elles une autonomie telle que par leur (in)action elles peuvent contribuer à la reconfiguration de l'ensemble du champ politique ?

NOTES

1. Vincent Milliot, « Histoire des polices : l'ouverture d'un moment historiographique », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2007, 54, 2, pp. 162-177.
2. Jean-Marc Berlière, Catherine Denys, Dominique Kalifa, Vincent Milliot (dir.), *Les métiers de police. Être policier en Europe, XVIII^e-XX^e siècles*, Rennes, PUR, 2008, 560 p.
3. Voir aussi Benoît Majerus, *Occupations et logiques policières. La police bruxelloise en 1914-1918 et 1940-1945*, Bruxelles, Académie royale de Belgique.
4. Peter Lessmann-Faust, La police prussienne durant la République de Weimar, in J.-M. Berlière et al., *Les métiers de police. Être policier en Europe, XVIII^e-XX^e siècles*, 2008, p. 488.
5. Voir la quatrième partie in J.-M. Berlière et al., 2008, pp. 469-541.
6. Jean-Marc Berlière, « Policiers et pouvoir politique en période de crise : l'exemple de la guerre d'Algérie (1958-1962) », in J.-M. Berlière, 2008, pp. 523-542 ; Emmanuel Blanchard, *Encadrer des "citoyens diminués". La police des Algériens en région parisienne (1944-1962)*, thèse d'histoire, Université de Dijon, 2008, pp. 291-306.

AUTEURS

EMMANUEL BLANCHARD

Université Versailles Saint Quentin et CESDIP (Guyancourt)